

1,50F	Adresse : B.P. 293 75866 Paris Cedex 18 C.C.P. 30 226 72 - La Source	QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE	N°356 Mardi 28 octobre 1975
-------	----------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------	--------------------------------

## ESPAGNE

# NI LE ROI, NI LA JUNTE !

Tout était prêt à Madrid dans la nuit de dimanche à lundi, pour que soit annoncée d'un moment à l'autre la mort du fasciste Franco, un mois jour pour jour après l'assassinat des 5 du FRAP et de l'ETA.

La radio franquiste diffusait une musique «d'ambiance» tandis qu'au ministère de l'Information on s'apprêtait à annoncer la nouvelle que des millions d'hommes attendaient avec joie.

Pendant ce temps, l'après-franquisme se prépare dans la fébrilité. Hantés par la peur de voir se produire une explosion populaire, les différents milieux fascistes, monarchistes ainsi que le faux parti communiste de Carillo cherchent activement à mettre en place la relève. Les milieux dirigeants fascistes n'arrivent pas à se mettre d'accord à ce sujet. C'est là une situation propice au développement des luttes populaires attendu pour le début de novembre, avec l'appel à la grève générale du bâtiment lancé par le FRAP. Le dilemme pour la bourgeoisie espagnole est le suivant : elle voudrait donner au franquisme sans Franco une façade «démocratique» tout en poursuivant par derrière une répression massive contre le peuple. C'était là la manœuvre qu'avait déjà engagée le premier ministre de Franco, Arias Navarro. Mais elle avait fait fiasco devant le développement du mouvement révolutionnaire et la proclamation de l'état d'exception dans toute l'Espagne avait montré ce qu'était la prétendue «démocratisation» du régime. C'est là semble-t-il la manœuvre que veut reprendre Juan Carlos, d'après le journal américain «Newsweek». Mais tout comme la manœuvre d'Arias Navarro avait échoué, celle-ci est également vouée à l'échec. C'est là le point de vue des milieux dirigeants de l'armée qui s'apprêteraient si nécessaire à prendre le pouvoir et à se débarrasser de Juan Carlos.

*(suite page 8)*

### «L'ESPAGNE A LA CROISÉE DES CHEMINS»

Franco, ce bourreau du peuple espagnol, installé au pouvoir en 1939 avec l'appui des forces armées d'Hitler et de Mussolini est en train d'achever de mourir. Et la naissance d'une situation nouvelle va se précipiter en Espagne.

Car les grands bouleversements en cours dans le monde n'épargnent pas l'Espagne. Ce n'est pas la mort du dictateur qui les crée, simplement elle les précipite.

Comme dans les autres pays capitalistes, en effet, la classe ouvrière et tout le peuple travailleur ont donné un grand développement à leur lutte, notamment contre l'aggravation des conditions de vie et contre l'oppression fasciste, démontrant que même le terrorisme «légal» exercé par les riches ne peut les sauver.

Malgré Franco, les ouvriers, les paysans, les intellectuels antifascistes ainsi que les minorités nationales n'ont pas cessé de manifester leur haine du franquisme, des capitalistes et des gros propriétaires dont il est le chien de garde. La crise économique qui frappe tous les pays capitalistes a donné un nouvel essor à ce combat : les mouvements grévistes se sont multipliés et durcis, aboutissant souvent à des manifestations de rue et à des affrontements avec la police fasciste et des organisations de masse révolutionnaires comme le FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriote) ou l'ETA basque, ont engagé la lutte armée.

En même temps que le peuple espagnol développe sa lutte contre le fascisme et le capitalisme, de puissants intérêts extérieurs se disputent avec une âpreté croissante le contrôle de l'Espagne, s'appuyant chacun sur tel ou tel groupe politique bourgeois.

Les capitalistes monopolistes européens qui ont considérablement développé leurs investissements en Espagne au cours des dix dernières années rêvent de s'assurer des profits plus élevés encore en évinçant leurs concurrents américains, et il est clair que Juan Carlos est leur cheval.

Mais c'est surtout, comme au Portugal, entre les deux superpuissances que se livre le combat. Les États-Unis et l'Union soviétique dans leur dispute pour la domination mondiale ne manquent pas d'attacher une très grande importance à la Méditerranée et donc à l'Espagne qui en est le verrou à l'Ouest.

Jusqu'à présent l'Espagne franquiste bien que n'appartenant pas à l'OTAN constituait un point d'appui pour l'impérialisme américain mais aujourd'hui, après la Grèce, Chypre, la Turquie, le Portugal, cette position aussi s'affaiblit et l'offensive du social-impérialisme russe en Europe s'en trouve «renforcée».

*(suite page 8)*

## Sommaire

<b>La blanchisserie de Pantin :</b>	
dans sa 2 <sup>e</sup> semaine de grève . . .	<b>p. 2</b>
<b>SAHARA OCCIDENTAL :</b>	
Report de la Marche d'Hassan . .	<b>p. 3</b>
<b>PORTO-RICO : Une colonie américaine</b>	
en lutte . . . . .	<b>p. 4</b>
<b>Tout le pouvoir aux soviets :</b>	
Il y a 58 ans . . . . .	<b>p. 6</b>



à la blanchisserie de Pantin

## LES TRAVAILLEURS ENTRENT DANS LEUR 2<sup>ème</sup> SEMAINE DE GREVE

Vendredi après-midi, pendant plus d'une heure et demi, s'est tenue à la Bourse du travail de Pantin une conférence de presse organisée par les travailleurs en lutte de chez M.A.J. C'est en particulier de cette conférence de presse où de nombreux ouvriers et ouvrières, français et immigrés, de l'entreprise M.A.J., filiale à Pantin du groupe des blanchisseries ELIS, prirent la parole, que nous avons tiré les éléments exposés ci-dessous.

Il y a quelques années, la blanchisserie M.A.J. employait plus de 800 travailleurs. Aujourd'hui ce chiffre est revenu à 650, mais la somme de travail effectué, elle, n'a cessé de croître. Parmi ces 650 travailleurs que le patron exploite de façon scandaleuse, on compte une majorité d'immigrés et une majorité de femmes.

Depuis le 20 octobre, plus de 200 travailleurs sont entrés en grève. Ce sont les chauffeurs, 60 sur 72, qui ont démarré le mouvement, l'un des leurs, Médina, délégué syndical CFDT venant d'être licencié.

### LES TRAVAILLEURS SE BATTENT POUR LES LIBERTÉS SYNDICALES

La principale revendication des travailleurs de chez M.A.J. c'est bien *liberté syndicale* et réintégration du délégué licencié.

Le patron n'a jamais admis la présence dans son entreprise d'une véritable section syndicale. Voici quelques années déjà, il avait réussi à démanteler une section CGT en formation. C'est qu'il entend perpétuer indéfiniment sa honteuse exploitation, ne pas s'embarrasser même des lois bourgeoises. Et c'est pourquoi le seul syndicat qui a droit de cité chez M.A.J. n'est autre que le syndicat fasciste CFT, d'ailleurs peu implanté chez les ouvriers.

Or, voici maintenant trois semaines, les travailleurs créaient une section CFDT et élisaient Médina comme délégué. La réaction du patron ne devait pas se faire attendre. Il envoyait des contrôleurs sur la tournée du chauffeur-livreur Médina. Ceux-ci demandaient avec insistance aux clients s'ils n'avaient pas de réclamations à faire ou de reproches à adresser à Médina. Sur les quelque 300 clients dont s'occupe Médina, les contrôleurs ne devaient trouver qu'une seule faille. Un client a rappelé que 4 torchons qu'il avait donnés à laver ne lui étaient pas revenus. L'affaire remontait officiellement à *juin ou juillet 1974* — il n'y a pas de date précise — qu'importe, pour le patron l'alibi était trouvé...

Pour tenter de justifier le licenciement de Médina, le patron devait ajouter à cette plainte une erreur de

facturation dans la location de bobines — de ces bobines que l'on trouve dans les toilettes des bars. Mais la responsabilité de cette erreur ne saurait retomber sur Médina puisque les factures sont faites par ordinateur et que Médina avait signalé l'erreur par écrit au patron...

Bref, aucun des arguments du patron ne tient et il est clair que ce qu'il veut c'est démanteler la section CFDT de l'entreprise. La direction de M.A.J. craint en effet comme la peste l'organisation des travailleurs. Elle sait qu'ils s'organisent pour la lutte et que, organisés, ils la contraindront à reculer sur de nombreux points, notamment sur la question des conditions de travail.

### LES CHAUFFEURS-LIVREURS

Ils sont 72. Ce sont eux qui ramassent le linge sale et livrent le linge nettoyé. Chacun d'eux voit à peu près 60 clients par jour, mais cela peut aller jusqu'à 85. Les clients, ce sont surtout des collectivités, des hôpitaux, des cliniques, des bars, des boucheries, etc. La tournée quotidienne est variable, en moyenne les chauffeurs-livreurs font 200 kilomètres dans leur journée, mais parfois cela peut atteindre 400 kilomètres. De ce fait, il n'y a pas d'horaire fixe, et si tous les chauffeurs commencent à 7 heures du matin, ils ne finissent pas tous en même temps. Le plus souvent, ils font des journées de 12 ou 13 heures, et n'ont pas le temps de s'arrêter à midi pour manger.

En principe leurs camionnettes sont prévues pour transporter 1 500 kilos, mais ils partent en surcharge, avec en moyenne 1 800 kilos et reviennent avec la même quantité. Au total, ce sont donc plus de 3 tonnes de linge qui passent par les bras de chaque chauffeur.

En outre, leurs responsabilités sont importantes. Dans l'impossibilité de contrôler ce qu'on leur donne, ils sont obligés de faire confiance aux clients. Pourtant lorsqu'il y a un manque, c'est sur leur dos que le patron fait retomber la faute. De même, les chauffeurs sont responsables de la caisse. Le soir, ils doivent faire les comptes, s'il y a perte ou

vol, ce sont eux qui doivent payer de leur poche ! Leur salaire calculé sur la base de 205 h 85/100 est de 1 740 F.

### LES TRIEUSES

Ce sont 11 femmes qui font le triage. Ce sont donc elles qui reçoivent le linge, le trient par catégories et contrôlent les quantités. C'est un travail dégoûtant, répugnant ; imaginez donc ce qu'elles peuvent trouver dans ces centaines et ces centaines de torchons, draps, ... Pourtant elles le font sans gants, puisque le patron n'en donne plus ! Le matin, elles sont obligées de prendre leur casse-croûte à l'atelier, elles ne disposent pas non plus de douches utilisables... Au total, ce sont plus de 100 tonnes de linge qui passent chaque jour entre les mains de ces 11 travailleuses. Et à quelle cadence ! Elles doivent faire 25 sacs à l'heure pour toucher une prime, sans laquelle elles n'atteindraient pas le SMIC, et encore 9 fois sur 10, il y a des «erreurs» dans le calcul de cette prime. Ce salaire dérisoire n'est en effet que de 1 300 F par mois pour 47 h 30 mn par semaine.

### LES LAVEURS

Dans cet atelier où travaillent une dizaine de personnes il n'y a pratiquement que des immigrés. Le matériel y est vétuste, c'est le même depuis une cinquantaine d'années, d'ailleurs les travailleurs parlent de «barbottes», pas de machines à laver. Ils travaillent 10 heures par jour. Ils n'ont pas de gant. Ils marchent dans l'eau de javel, mais leurs bottes sont pourries. L'eau de javel leur brûle les pieds et actuellement plusieurs travailleurs sont à l'hôpital à cause de cela. D'ailleurs rien n'est respecté pour la sécurité. Il y a quelque temps par exemple, un travailleur a eu la main coupée par le capot d'une «barbotte». A l'infirmerie il n'y avait rien pour le soigner, et c'est le bras enveloppé dans des torchons qu'il a dû partir à l'hôpital ! Les travailleurs n'ont pas le droit de parler, ni de s'arrêter ; ils ne gagnent que 1 300 F par mois.

### LES REPASSEUSES ET LES PLIEUSES

Là aussi, les cadences sont très importantes, et ne cessent d'augmenter. Actuellement pour toucher une prime de 2,18 F qui permet d'atteindre 8,27 F de l'heure, il faut faire 680 draps à l'heure. Les femmes qui repassent les pantalons de bouchers,

les vestes de bouchers, les blouses, sont obligées d'en faire respectivement 138, 145 et 130 à l'heure, sinon elles n'obtiennent pas la prime qui leur permet d'atteindre 8,72 F de l'heure. Ces cadences sont les mêmes pour toutes, aussi bien pour les femmes qui approchent de la retraite que pour les autres. De plus, les travailleuses n'ont pas le droit de s'asseoir, pas même les femmes enceintes. Lorsqu'une machine tombe en panne, il faut récupérer. De même tous les jours fériés sont récupérés, y compris Noël, le jour de l'an, etc., sauf le 1er mai. Si l'on refuse, on a un avertissement, au bout du 3e, on est licencié !

L'atmosphère est irrespirable. Les gaines de ventilation sont bouchées, les vapeurs sont lâchées dans l'atelier même, et il n'est pas rare de voir des femmes «tomber dans les pommes». En été, la température atteint facilement 55 à 60 degrés, enfin le temps de travail est variable. Selon l'humeur du patron, les ouvrières font 180 ou bien 200 heures dans le mois, en moyenne leur salaire est de 1 470 F pour 189 heures.

\* \* \*

Ce n'est là qu'un aperçu des conditions d'exploitation des travailleurs de chez M.A.J. Il faudrait encore y ajouter que le patron fait régner le système des amendes en cas d'erreur ! qu'il fait sortir les travailleurs à 17 h 45 un jour, à 18 h 15 le lendemain, selon son «bon vouloir».

Voilà contre quoi les travailleurs ont décidé de lutter. Voilà pourquoi ils se sont organisés en une section CFDT. Voilà aussi pourquoi le patron veut licencier le délégué syndical et a annoncé que d'autres licenciements se préparaient.

Aujourd'hui devant la détermination des grévistes, il en est réduit à diverses provocations. Il tente d'intimider les travailleurs, fait intervenir les flics, fait appel aux «Transports 2 000» pour briser la grève. Il a même été jusqu'à offrir 10 F et la cantine gratuite à des travailleurs hésitants pour qu'ils continuent à travailler.

Mais rien n'y fera. Ouvriers et ouvrières, français et immigrés, tous les travailleurs de chez M.A.J., unis dans la lutte, remporteront la victoire. Ils arracheront la liberté syndicale et toutes leurs revendications.

A propos des condamnations des jeunes Jean-Pierre et Bruno

## PRESSE QUI MENT PRESSE QUI TUE

A-t-on déjà vu un vautour se plaindre de la mauvaise odeur du cadavre dont il se nourrit ?

C'est pourtant le cas de la presse en régime bourgeois.

Imaginons ce que deviendrait la plus grande partie des journaux s'il n'y avait plus ni vols, ni crimes, ni viols, etc. Elle vit de la pourriture du système capitaliste, mais aussi elle joue son rôle en détournant la colère des masses vers de faux ennemis.

La jeunesse est l'un de ceux qu'elle désigne. Ainsi de Jean-Pierre (de Bruay) à Bruno (condamné à mort à 17 ans), elle nous désigne les raisons de tous nos malheurs. Par exemple, le «Parisien libéré» du 13 octobre, qui fait parler Delon qui donne des leçons de morale. Mais n'est-ce pas le même Delon qui, la veille, faisait l'apologie du crime dans le film du dimanche soir : «La Piscine» où il noie un de ses amis pour pouvoir mieux profiter de sa fille ! N'a-t-il pas trempé ses mains sales dans l'affaire Markovitch ?

Presse égale mensonge, car pour Jean-Pierre on oublie de dire que c'est à la prison de Fresnes où il est resté deux ans en

préventive qu'il a connu ses copains de cambriolage. Et aussi, que pendant plusieurs mois après sa libération, il a cherché du travail en vain ! La presse avait publié sa photo, et le poursuivait depuis trois ans, mettant son nez dans tous les foyers de jeunes de la région parisienne pour le retrouver.

Mensonge encore que l'augmentation de la violence et la faiblesse de la répression. En 30 ans la délinquance juvénile (commis par des mineurs) a été multipliée par trois alors que dans le même temps, les peines de prison l'ont été par dix.

Quant aux crimes (assassinats, viols, attaques à main armée, etc.), toujours pour les mineurs, ils n'ont pas augmenté ces dernières années, alors que la répression policière tous azimuts ne cesse d'augmenter.

La bourgeoisie distille chaque jour son venin, et par ses attaques contre la jeunesse elle cherche à justifier l'augmentation des flics et de la répression. Mais ce sont les travailleurs, jeunes ou vieux, qui sont visés, la classe ouvrière, qui elle ne craint pas la violence et sait s'en servir contre son ennemi de classe.

## A Montpellier : Les grévistes du foyer Lou Cantou à la fête du PS

Dimanche 19 octobre se tenait, aux environs de Montpellier, la fête de la Fédération de l'Hérault du PS.

Les travailleurs du foyer Lou Cantou en grève depuis le 19 avril contre le licenciement de tout le personnel pour fait de grève et occupation des locaux, avaient décidé d'intervenir au cours de cette fête.

Rappelons en effet que les patrons qui gèrent ce foyer appartiennent à la «gauche» et en particulier au PS, comme messieurs Sénés et Bélorgeot, tous deux membres du Conseil d'administration du foyer.

Les grévistes et le comité de soutien avaient décidé de se manifester au cours du meeting auquel F. Mitterrand participait.

Dès l'entrée de celui-ci dans la salle, et après une brève intervention présentant le meeting, une banderole sur laquelle était inscrit : «Solidarité avec les travailleurs du Cantou», fut déployée à la surprise générale, devant la tribune. Aussitôt M. Sénés, furieux, lâcha son service d'ordre sur les deux manifestants qui furent «vidés» manu-militari, ceux-ci purent toutefois discuter avec des gens du S.O., leur expliquant ce qu'était la lutte du Cantou et pour quelles raisons ils étaient intervenus de la sorte. Pendant ce temps à l'intérieur, des tracts étaient diffusés auprès des militants de base du PS, qui furent nombreux à apporter leur soutien aux grévistes. Des membres du comité de soutien voulant intervenir au

mégaphone, se virent rapidement entourés, et subtiliser le micro ; ils ne purent ainsi parler. Les grévistes obtinrent toutefois de la présidence le droit d'intervenir à la fin du meeting. Or le discours de Mitterrand terminé, Sénés s'empressa immédiatement de clore le meeting ; rassemblés devant la tribune, les grévistes et le comité de soutien demandèrent à intervenir, on leur répondit qu'on avait oublié ! C'est aux cris de «Sénés, Bélorgeot, patrons de "gauche", patrons de choc !» que ceux-ci quittèrent le meeting. Des discussions s'engageaient ça et là avec des militants de base, qui absolument pas informés sur la lutte des travailleurs du Cantou, eurent dans l'ensemble des réactions très positives.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que ces patrons de «gauche» étaient considérablement gênés qu'une telle intervention ait lieu devant leurs militants de base (il y avait 4 à 5 000 personnes) ; n'est-ce pas Sénés qui a donné l'ordre de vider «ces gêneurs», «videz-les» criait-il du bout de la tribune ! Quant à Bélorgeot, le seul argument qu'il donna fut : «Vous êtes des menteurs».

Toujours est-il que malgré certaines erreurs et insuffisances (intervention trop hâtive dans le meeting, manque de mobilisation du comité de soutien), cette action a été positive dans son ensemble.

Correspondant HR

## LENINE EN OCTOBRE 1917

Résumé : Lénine décide de déclencher l'insurrection armée immédiatement. Mais entre-temps, deux espions du Gouvernement provisoire ont découvert le refuge de Lénine.



79) «Camarade Lénine, pour ce qui est de votre sécurité, j'en suis responsable devant le Parti. Nous devons absolument attendre l'arrivée du détachement.» Vassili supplie Lénine d'attendre encore une demi-heure. Lénine a réfléchi un moment, il est d'accord pour attendre un moment, mais quinze minutes seulement.



80) D'autre part, après que l'espion soit allé faire son rapport au quartier général des militaires, son supérieur le lieutenant Kirilina a emmené avec lui une dizaine de sergents, et ils ont pris une voiture pour aller arrêter Lénine.



81) Le chauffeur, le vieil ouvrier Kolka, est un membre du Parti bolchevik. Ayant vu l'ennemi partir en hâte, il demande à l'espion assis à côté de lui qui dirige le chemin : «Où va-t-on ?» Il lui répond très fièrement : «On va arrêter Lénine. C'est moi qui ai espionné, personne ne peut m'échapper.»



82) Ayant entendu cela, Kolka prend sur-le-champ la décision de conduire le camion dans le sens opposé. Au bout d'un moment, l'espion s'aperçoit qu'il a pris la mauvaise direction, surpris il crie : «Où nous conduis-tu ainsi ?» Kolka, profitant du moment où l'espion ne fait pas attention, prend une clé à molette et le frappe fortement à la tête de plusieurs coups. L'espion est assommé.

A suivre



LA JEUNE GARDE ROUGE No 3 organe central de la JCMLF, est parue.

Au sommaire :

Pour une culture révolutionnaire - Le chômage - Les jeunes marxistes-léninistes et l'école - Une école secondaire de la banlieue de Pékin - La jeunesse immigrée - La jeunesse c'est l'avenir du monde - Etudiants de Palestine - Espagne : lettres de nos frères assassinés...

L'exemplaire : 2,50 F



Les textes du Congrès constitutif de la JCMLF sont parus en brochure.

Au sommaire :

Le Rapport politique présenté devant le Congrès - L'intervention de camarade Castan au nom des communistes marxistes-léninistes de France - Le Manifeste de la JCMLF - Les statuts de la JCMLF - La charte de lutte de la jeunesse.

L'exemplaire : 4 francs.

PASSEZ VOS COMMANDES A : «L'Humanité rouge» - B.P. 293 - 75066 Paris Cedex 18 -

## IL Y A 58 ANS,

# Tout le pouvoir aux soviets

Dans quelques jours, très exactement le 7 novembre, nous fêterons cet anniversaire cher à tous les prolétaires et peuples du monde entier, le déclenchement voici 58 ans de l'insurrection armée des ouvriers, soldats et paysans, qui sous la conduite du Parti communiste bolchevik dirigé par Lénine, devait donner «TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS !».

Cette insurrection victorieuse était le fruit d'une révolution sociale et politique qui agitait les travailleurs de tous les coins de l'ancien empire de Nicolas II depuis février 1917 — date de l'écroulement du tsarisme et de la mise en place d'un gouvernement bourgeois réactionnaire. Dans tout le pays, aussi bien dans les usines, les quartiers, qu'à la campagne ou au front militaire (contre l'empire allemand), les travailleurs et soldats avaient créé leurs organisations : les soviets (conseils ou comités) dans le but de défendre leurs intérêts de classe révolutionnaires.

Tout le peuple, bien sûr, ne participait pas à ces «soviets», mais la MAJORITÉ du peuple ; si bien que les soviets d'ouvriers, de paysans et de soldats représentaient de fait le pouvoir révolutionnaire, la base sur laquelle devait s'appuyer la dictature du prolétariat.

Le mot d'ordre du Parti bolchevik — parti qui, pourtant, était loin d'influencer tous les soviets — «*Tout le pouvoir aux soviets !*», celui de l'insurrection du 7 novembre 1917, permit d'instaurer le pouvoir des ouvriers et des pay-

sans justement parce qu'il s'appuyait sur la volonté de la *masse* du peuple d'en finir avec la bourgeoisie, qui était prête à vendre le pays à l'impérialisme étranger pour sauvegarder ses intérêts, et tentait à l'intérieur d'écraser par la violence la révolution prolétarienne.

Voyant que les forces les plus réactionnaires de la bourgeoisie liée aux grands propriétaires fonciers allaient tenter un coup de force contre le peuple, le Comité central du Parti bolchevik décida le 23 octobre à la majorité, sur proposition de V. Lénine, de déclencher rapidement une offensive révolutionnaire, visant à renverser le gouvernement provisoire et à donner tout le pouvoir aux soviets.

La révolution populaire de masse de 1917 a d'autant plus d'intérêt pour nous aujourd'hui que nous assistons actuellement à une vaste campagne incitée par Brejnev, Cunhal et Cie, et suivie par certains organes de presse bourgeois en France, visant à faire croire aux travailleurs français à une similitude entre l'insurrection prolétarienne de masse armée de novembre 1917 et l'activité fébrile archi-minoritaire des bandes armées de Cunhal au Portugal, dont le parti est plus isolé des masses révolutionnaires que jamais il n'a pu l'être.

Nous publions ci-dessous des extraits de la proclamation que fit Lénine onze jours après le déclenchement de l'insurrection et de la prise du Palais d'hiver, appelant les larges masses travailleuses soutenant la révolution à s'organiser encore plus dans les soviets «*désormais les organes du pouvoir d'Etat*».

### Proclamation de Lénine

Camarades ouvriers, soldats, paysans, travailleurs !

La révolution ouvrière et paysanne a définitivement triomphé à Pétrograd et à Moscou...

De jour en jour et d'heure en heure arrivent du front et des campagnes des nouvelles concernant le soutien au nouveau gouvernement... La victoire de la révolution des ouvriers et des paysans est assurée, car la majorité du peuple est déjà en sa faveur.

On comprend parfaitement que les grands propriétaires et les capitalistes, les employés et les fonctionnaires étroitement liés à la bourgeoisie, en un mot tous les riches et tous ceux qui les soutiennent, accueillent la nouvelle révolution avec hostilité, résistent à sa victoire, menacent de faire cesser l'activité des banques, sabotent ou interrompent le travail des différentes administrations, l'entraînent de toutes les manières, le freinent directement ou indirectement. Chaque ouvrier conscient comprend parfaitement que nous nous heurterons inévitablement à une telle résistance, car les hauts fonctionnaires ont été choisis contre le peuple et ne veulent rendre leurs positions au peu-



ple sans résistance. Les classes laborieuses ne s'effrayeront pas un seul instant de cette résistance...

La majorité du peuple est pour nous. La majorité des travailleurs et des opprimés du monde entier est pour nous. La justice est de notre côté. Notre victoire est certaine.

La résistance des capitalistes et des hauts fonctionnaires sera brisée.

Nous ne priverons personne de ses biens sans une loi d'Etat spéciale sur la nationalisation des banques et des syndicats. Cette loi est en préparation. Pas un ouvrier, pas un travailleur ne perdra un seul kopek ; au contraire, il lui sera venu en aide. N'établissant pas pour le moment de nouveaux impôts, le gouvernement se fixe en premier lieu comme tâche le contrôle le plus rigoureux de la perception des impôts établis précédemment, et cela au grand jour...

Camarades travailleurs ! Souvenez-vous que désormais vous dirigez vous-mêmes l'Etat. Personne ne vous aidera si vous ne vous unissez pas vous-mêmes et ne prenez pas entre vos mains toutes les affaires de l'Etat. Vos Soviets sont désormais les organes du pouvoir d'Etat : ce sont des organes souverains dans leurs décisions.

Unissez-vous autour des Soviets. Renforcez-les. Prenez les affaires en main, à la base, sans attendre personne. Instituez un ordre révolutionnaire rigoureux, réprimez sans pitié les tentatives visant à semer l'anarchie émanant des ivrognes, des voyous, des *junkers* contre-révolutionnaires, des *kornilovistes*.

Etablissez un contrôle rigoureux de la production et un inventaire des produits. Arrêtez et traduisez devant

les tribunaux révolutionnaires du peuple tous ceux qui oseront nuire à la cause publique, soit en sabotant la production (détérioration, freinage de la production, sabotage), soit en dissimulant des réserves de blé ou d'autres produits, soit en retardant les transports de blé, soit en désorganisant les chemins de fer, les services postaux, télégraphiques et téléphoniques et en s'opposant en général à la grande cause de la paix, à la cause de la remise de la terre aux paysans, à l'exercice du contrôle ouvrier sur la production et la répartition des produits.

Camarades ouvriers, soldats, paysans et tous les travailleurs ! Remettez tout le pouvoir aux mains de vos Soviets dans toutes les localités... Graduellement, avec le consentement et l'approbation de la majorité des paysans, d'après les indications de leur expérience pratique et de celle des ouvriers, nous marcherons fermement et sans hésitation à la victoire du socialisme, que renforceront les ouvriers avancés des pays les plus civilisés et qui apportera aux peuples une paix durable et les libérera de tout esclavage et de toute exploitation.

Le président du Conseil  
des commissaires du peuple :  
V. IULIANOV (LÉNINE)  
Pétrograd, 18 novembre 1917.

### «DIX JOURS QUI EBRANLERENT LE MONDE»

John REED

Préface de Lénine au livre du journaliste révolutionnaire américain.

«Après avoir lu avec un immense intérêt et la même attention jusqu'au bout le livre de John Reed *"Dix jours qui ébranlèrent le monde"*, je recommande du fond du cœur cette œuvre aux ouvriers de tous les pays. Je voudrais que ce livre soit répandu à des millions d'exemplaires et traduit dans toutes les langues, car il donne un tableau exact et extraordinairement vivant d'événements qui ont une si grande importance pour comprendre ce qu'est la révolution prolétarienne, ce qu'est la dictature du prolétariat. Ces questions sont aujourd'hui l'objet d'une discussion générale, mais avant d'accepter ou de rejeter ces idées, il est indispensable de comprendre toute la signification du parti que l'on prendra. Le livre de John Reed sans aucun doute aidera à faire la lumière sur ce problème fondamental de mouvement ouvrier universel — 1919.»

Disponible en passant vos commandes à :

E-100 — 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris  
Prix : 30,00 F.



## PORTUGAL

### Après la proclamation de l'état d'alerte

Les rumeurs de coup d'Etat se succèdent sans interruption au Portugal où les autorités militaires ont décidé la « mise en prévention rigoureuse » de toutes les troupes et le déclenchement de « l'état d'alerte ». Ces rumeurs sont encore alimentées par les récentes séries d'attentats à la bombe à Lisbonne et à Porto.

Revendiquées par l'ELP (Armée de libération du Portugal), rattachée aux milieux d'extrême-droite, la plupart d'entre elles n'ont fait que des dégâts légers. Elles ont pourtant contribué à faire monter d'un nouveau degré la tension dans le pays. C'est ainsi que dans la journée de vendredi, les écoliers étaient brusquement renvoyés chez eux « en raison d'un coup d'Etat imminent ». Rien d'étonnant, sous ce feu roulant de rumeurs et d'informations contradictoires, si la nervosité se fait vivement sentir un peu partout, parmi les masses portugaises excédées de cette intoxication.

Fidèle à sa tactique de faire mousser tous ces bruits, le PCP d'Alvaro Cunhal utilise à fond cette agitation permanente pour tenter

d'en faire une force d'opposition systématique au 6e gouvernement dont il fait pourtant partie. Il impulsait ainsi, jeudi dernier, une nouvelle manifestation de soldats liés aux S.U.V. (Soldats unis vaincront), qui ne devait rassembler que très peu de participants, de l'avis même d'observateurs favorables à sa marche au pouvoir. C'est l'indice de la désaffection de la classe ouvrière et du peuple portugais qui, depuis bientôt 18 mois, éprouve très concrètement, sur le plan de ses luttes, de ses libertés, de ses revendications fondamentales, les pratiques typiquement fascistes de ces agents de Moscou, et s'y oppose de plus en plus fermement.

Le Parti socialiste de Mario Soarès, de son côté, joue les conciliateurs et tente de ménager la chèvre et le chou. D'où la paralysie actuelle du 6e gouvernement qu'il domine et qui se révèle incapable de soutenir les aspirations révolutionnaires des masses populaires en s'opposant nettement aux menées du parti pro-soviétique dont l'action subversive menace l'indépendance nationale et les libertés du peuple portugais.

## SAHARA ESPAGNOL

### Report de la marche d'Hassan

Le suspense se prolonge au Maroc où le roi Hassan II a annoncé le report au 31 octobre de sa « marche verte » pour permettre la poursuite des discussions engagées avec le gouvernement espagnol et le voyage du secrétaire général de l'ONU qui fait actuellement le tour des capitales concernées pour évoquer cette question.

L'éventualité d'un affrontement armé semble céder le pas actuellement aux discussions et aux négociations. La résolution votée mercredi dernier par le Conseil de sécurité de l'ONU laisse en effet aux différents pays qui s'opposent sur ce point la possibilité de négocier directement. C'est déjà fait entre le Maroc et l'Espagne, auxquels doit se joindre prochainement la Mauritanie. L'Algérie, que le Maroc entend ouvertement

laisser de côté, vient de rappeler que « pour discrète que soit l'attitude de l'Algérie à l'égard de l'évolution de la situation au Sahara sous domination espagnole, elle n'en est pas pour autant indifférente à sa décolonisation par la voie de l'autodétermination et ce, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation de l'unité africaine, de la Ligue arabe, de la Conférence islamique, du groupe des pays non alignés et de l'Assemblée générale de l'ONU ».

Quant au mouvement de libération du Sahara espagnol, le F. POLISARIO, qui revendique l'indépendance de ce territoire, il vient de déclarer rejeter « toute tractation ou tout accord éventuel entre l'Espagne et le Maroc qui pourrait priver le peuple sahraoui de l'autodétermination et de son indépendance ».

## LIBAN

### Tension accrue

Les combats se poursuivent sans arrêt dans Beyrouth, de plus en plus ravagée par la guerre civile, coupés de brèves accalmies. Armes automatiques et duels d'artillerie se font entendre toutes les nuits tout le long de l'axe qui sépare les quartiers Est (contrôlés par le parti des « Kataeb » ou « Phalangistes » conservateurs et regroupant principalement des chrétiens) des quartiers Ouest (contrôlés par les forces pro-arabes et soutenus par la Résistance palestinienne). Les enlèvements et exécutions d'otages se multiplient, aggravant lourdement le nombre des victimes. Plusieurs usines et magasins ont également été bombardés ou dynamités au cours du week-end.

Le Liban, qui regroupe de nombreuses minorités nationales et religieuses, vit ainsi, depuis plus de dix mois, les heures les plus

sanglantes de son histoire. Il est confronté à de graves problèmes politiques et sociaux, une structure constitutionnelle qui ne correspond plus à la réalité d'aujourd'hui, à l'agression permanente des troupes sionistes dont les bombardements incessants ravagent le sud du pays, mais aussi à l'ingérence de plus en plus poussée des deux superpuissances qui tentent chacune de pousser leur pion en avant : le parti des Kataeb pour l'impérialisme américain et le « bloc des gauches » présidé par Kamal Jaumblatt, pour le social-impérialisme russe.

Parallèlement à la guerre civile, la crise politique s'approfondit chaque jour. La situation semble actuellement bloquée sur tous les plans, au plus grand détriment du peuple libanais qui en souffre au premier chef.

## U.S.A. :

### LA VISITE DU PRÉSIDENT SADATE

Le président Sadate, après une brève visite en France, vient d'arriver aux USA. Dans une déclaration précédant son départ, il a renouvelé ses accusations contre l'URSS et clairement situé le sens de son voyage en Amérique :

« Je sais très bien », a-t-il dit, « que l'Union soviétique souhaitait ardemment que nous soyons battus dans la guerre (d'octobre 1973), de sorte que nous nous inclinions devant elle pour lui demander pardon au sujet des experts soviétiques chassés par l'Égypte. » Condamnant le refus soviétique de fournir des armes à l'Égypte, il a affirmé : « Par conséquent, nous avons décidé de nous procurer des armes de diverses sources... Nous voulons prendre en main notre propre volonté. Nous pouvons dire « oui » ou « non » aux USA et à l'URSS. Si nous sommes d'accord, nous dirons « oui », sinon nous dirons « non ».

## CHINE :

### DÉNONCIATION DU K.G.B.

L'agence Chine Nouvelle vient de publier une vigoureuse dénonciation du K.G.B., le service d'espionnage soviétique, « principal support à l'intérieur de la dictature fasciste des renégats du Kremlin et leur indispensable instrument d'espionnage, de subversion et de sabotage dans d'autres pays. »

Le qualificatif de « grand bâton » utilisé contre les minorités nationales non russes, l'agence révèle, sans préciser de date, que 10 000 personnes ont manifesté à Dneprodzerjinsk (Ukraine) contre le K.G.B., démolissant l'immeuble qui abritait ses services et mettant en pièces des portraits de Brejnev.

## TANZANIE :

### LE TRAIN DE LA LIBERTÉ

Le premier train reliant Lusaka (capitale de la Zambie) et Dar-es-Salam (capitale de la Tanzanie) vient d'être mis en circulation.

La ligne ferroviaire, construite avec l'assistance de techniciens chinois, et familièrement appelée la « Tanzam » ou « le train de la liberté » représente une date importante dans l'histoire du continent africain.

D'une longueur de 1 900 kilomètres, elle permettra à la Zambie, dépourvue d'accès à la mer, d'exporter son cuivre par les ports de Tanzanie. Flanquée au Sud, au Sud-Est et à l'Ouest par la Rhodésie, l'Angola et le Mozambique, alors sous domination portugaise, la Zambie se trouvait encerclée et dans l'incapacité d'exporter son cuivre qui représente 90 % de ses ressources. Sollicitées d'étudier la construction de la voie ferrée, toutes les grandes puissances s'étaient refusées. Seule la République populaire de Chine acceptait, en 1967, d'entreprendre, à ses propres frais, l'étude technique nécessaire à la réalisation de la voie ferrée.

Les milliers de travailleurs chinois, percevant les mêmes salaires que leurs 40 000 collègues tanzaniens ou zambiens, formant d'innombrables techniciens africains, ont été la manifestation spectaculaire d'un type de coopération sans équivalent en Afrique. De même que le prêt de 500 millions de dollars sans intérêt fourni par la Chine. Le « train de la liberté » est aussi celui de l'amitié sino-africaine.

Depuis quelquetemps déjà, un mouvement anti-impérialiste et pour l'indépendance nationale se développe à Puerto-Rico. Les conditions de surexploitation de l'île par l'impérialisme américain, l'aggravation des conditions de travail, l'augmentation du chômage, font grandir la conscience politique et la combativité du peuple puerto-ricain.

**LA COLONISATION**

Puerto-Rico est colonisée par l'Espagne au début du XVII<sup>e</sup> siècle. C'est la grande vague de conquêtes espagnoles : Puerto-Rico, Cuba, une bonne partie de l'Amérique latine.

Puerto-Rico restera sous cette domination pendant quatre siècles, jusqu'en 1898 où, à la suite de la guerre hispano-américaine de redistribution des empires coloniaux, les USA prennent possession militaire de l'île.

L'importance accordée par la classe dirigeante américaine à sa stratégie militaire navale la poussait à cette époque à considérer la mer des Caraïbes comme une «Méditerranée» devant passer sous son contrôle. Ainsi doivent être analysées la conquête de Puerto-Rico et les politiques expansionnistes des USA vis-à-vis de Cuba, Hawaï, les Philippines, l'ouverture et le contrôle du canal de Panama, et plus tard l'invasion de Saint-Domingue.

Mais Puerto-Rico n'était pas seulement une base d'importance stratégique, elle était aussi une colonie riche en matières premières — dont le sucre — et en main-d'œuvre à bon marché.

Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, de nombreux mouvements autonomistes et anti-impérialistes se sont développés, mettant plus d'une fois en péril la domination coloniale américaine.

Mais c'est surtout ces dernières années que sont apparus, conséquence des difficultés accrues auxquelles est soumis le peuple puerto-ricain, d'importants mouvements de protestation, grèves, manifestations, exigeant le départ des Américains et l'indépendance de Puerto-Rico.

**L'IMPÉRIALISME U.S. C'EST L'EXPLOITATION...**

Dans son numéro du 15 octobre 1975, le journal bourgeois, *The New-York Times*, qu'on ne peut suspecter de sympathie pour les mouvements ouvriers et anti-impérialistes, écrivait : «... Dans les entreprises de manufacture seulement, 23 400 emplois ont été supprimés cette année. Dans le bâtiment, le nombre d'emplois a diminué de 23 %.» Les conséquences immédiates de ces baisses d'emplois se manifestent dans la spectaculaire augmentation du nombre de bénéficiaires de «timbres de nourriture» — système réservé aux pauvres, permettant d'acheter de la nourriture un peu moins cher — : 71 % des 3 300 000 habitants de l'île dépendent de

**PORTO-RICO: Une colonie américaine en lutte**

Dé notre correspondant aux Etats-Unis.

ce programme pour assurer leur survie.

En août dernier, le taux officiel de chômage était de 19,9 %. En fait, si l'on inclut les travailleurs qui, découragés, ont cessé de chercher du travail, il y avait 40 % de chômeurs. Dans la ville de Jayuya, au centre de l'île, 96 % des 14 000 habitants sont officiellement inscrits au chômage.

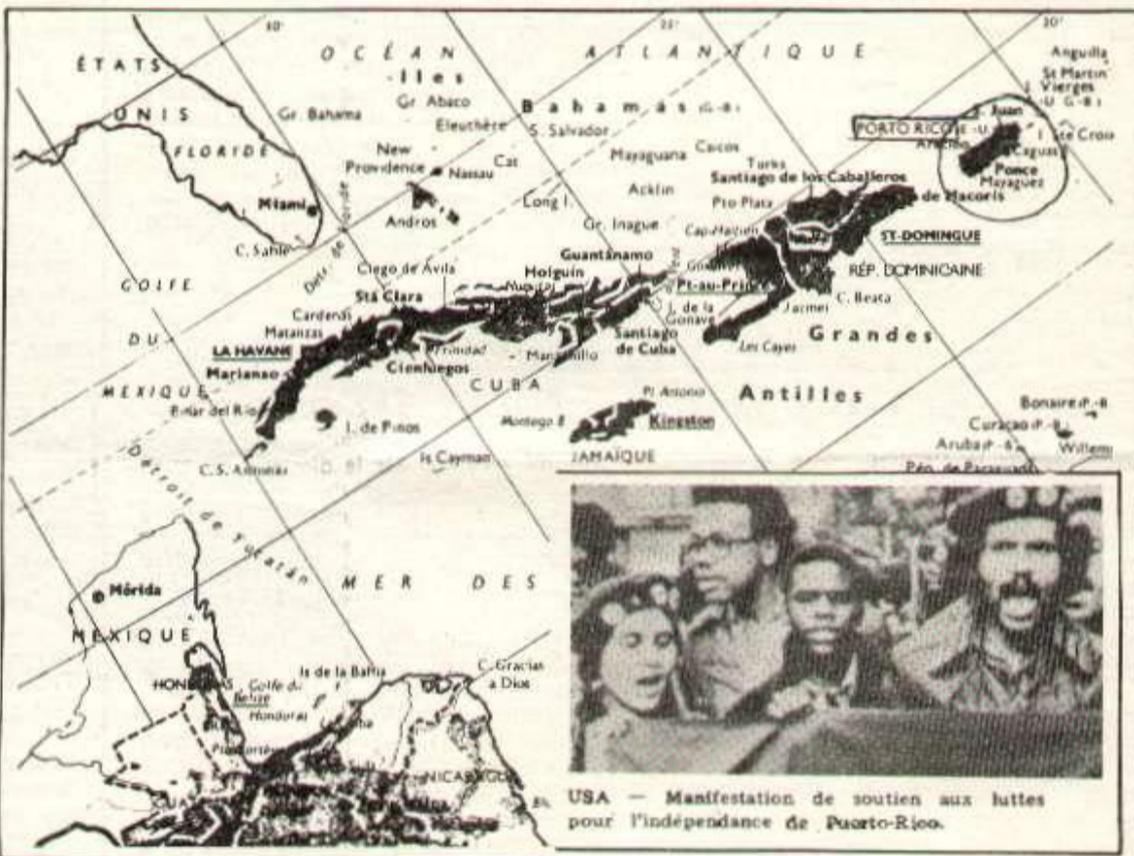
Les statistiques de 1970 montrent que 59,6 % des familles ont des revenus inférieurs au «taux de pauvreté» officiel défini par l'Etat fédéral, et étant de 4 500 dollars par an

**...ET L'OPPRESSION BARBARE DU PEUPLE PUERTO-RICAIN**

Enfin, les USA se sont livrés aux pratiques les plus barbares quant à la soi-disant limitation des naissances : 1/3 des femmes puerto-ricaines entre les âges de 20 et 49 ans ont été stérilisées. Et cette tendance à limiter la croissance des populations de minorités nationales — les mêmes mesures étant prises pour les femmes afro-américaines, chicanos, indiennes, etc. — n'est qu'un reflet de la crainte de voir grandir numériquement ces populations dont les inté-

voyant l'impérialisme américain affaibli et en perte de vitesse dans ses colonies, la superpuissance qui se dit socialiste accourt et cherche à le remplacer dans son rôle d'exploiteur, dévoilant ainsi sa véritable nature de superpuissance impérialiste.

Déjà, lors de la dernière «Conférence de solidarité avec l'indépendance de Puerto-Rico», tenue à La Havane il y a quelques semaines, de sérieuses tendances à contrôler le mouvement de libération de Puerto-Rico se sont révélées tant de la part des dirigeants cubains que de nombre d'organisations révisionnistes et de la superpuissance sociale-impérialiste. Un récent éditorial du journal de l'Organisation des ouvriers révolutionnaires puerto-ricains, *Palente*, intitulé «le plan social-impérialiste pour s'accaparer



USA — Manifestation de soutien aux luttes pour l'indépendance de Puerto-Rico.

pour une famille de 4 en zone urbaine, 3 870 dollars par an en zone rurale.

Alors que le coût de la vie est plus élevé de 25 à 30 % qu'aux USA, les travailleurs des usines de confection sont payés 1,25 dollars, c'est-à-dire la moitié du minimum légal aux USA !

Il est à noter que les Puerto-ricains doivent importer la totalité de leur riz, la plus grande partie de la viande, leurs chaussures et vêtements, et 99 % du pétrole nécessaire au fonctionnement de leurs usines.

Puerto-Rico est le 5<sup>e</sup> marché, en importance, pour la vente des produits américains.

La compagnie pharmaceutique «Searle» qui s'est installée sur l'île à cause des exonérations d'impôts, a fait des expérimentations massives de contraceptifs oraux sur des Puerto-ricaines, 15 ans avant l'autorisation légale de la vente de ce produit aux femmes nord-américaines.

rets fondamentaux sont de se révolter contre l'oppression séculaire de la classe gouvernante américaine.

Un nombre très important de ces jeunes femmes ne sont pas au courant de ce qui leur arrive. On ne leur explique pas, à dessein, les réelles conséquences de ces opérations, et leur irremédiable. On joue sur le facteur de leur faible compréhension de la langue anglaise pour leur faire signer des acceptations de l'opération, en anglais.

Face à cela, la colère et la révolte grondent et on ne tardera pas à voir la défaite des impérialistes yankees. Mais le peuple puerto-ricain devra faire preuve d'une grande vigilance car un autre danger le guette.

L'autre superpuissance, l'URSS, s'agite frénétiquement et semble fort intéressée par le sort du peuple et de l'île de Puerto-Rico, comme elle l'a souvent fait dans beaucoup d'endroits dans le monde,

les luttes de Puerto-Rico», analysait cette conférence comme étant une manœuvre organisée par et pour les intérêts de la superpuissance russe. Ce n'est pas un hasard si la délégation des USA comptait un grand nombre de cadres et de dirigeants du Parti révisionniste américain, et si la plupart des partis révisionnistes latino-américains étaient présents.

Mais le peuple puerto-ricain combattant pour l'indépendance véritable et la liberté totale saura distinguer ses faux et ses vrais amis. Il ne se libérera pas du joug de l'impérialisme américain pour tomber sous celui du social-impérialisme russe. Les deux superpuissances en seront pour leurs frais car Puerto-Rico ne sera pas un nouveau Cuba étranglé par le chantage économique de la superpuissance russe comme il l'était, avant, par l'embargo décidé par la superpuissance américaine au lendemain de la révolution cubaine.



TÉLÉ : LE 10 NOVEMBRE SUR LA 3e CHAÎNE

# Les marxistes-leninistes vous parlent...

Lundi dans 15 jours, à 19 h 40, L'émission est déjà enregistrée et pendant quinze minutes nous y donnons notre point de vue sur la situation dans le monde et en France, nous y appelons à l'action.

C'est un fait exceptionnel : la dernière fois — et la seule fois — où les marxistes-léninistes ont pu dire leur mot à la télé remonte à 1964. Quinze minutes en plus de dix années, nous n'encombrons pas les antennes ! Un tel état de choses n'étonne plus personne, parmi les millions de téléspectateurs qui savent d'expérience que la télé est au service des capitalistes qui s'y pavanent à l'aise et que les informations, les spectacles, sont en règle générale montrés du point de vue des bourgeois et non du point de vue du peuple !

Et pourquoi 15 minutes pour «l'Humanité rouge» ? Y aurait-il quelque changement à la télé ? Aucunement... L'émission «Tribune libre» dans laquelle nous passons voudrait le faire croire : faire croire que tout un chacun a voix au chapitre, que la télé est au service de tous ; «Pensez donc, même les révolutionnaires y parlent !» C'est un alibi qui ne coûte pas cher !

Qu'est-ce que «Tribune libre» ? Une émission faite par ceux qui y parlent — les «auteurs» qui «déterminent librement le contenu», dit le règlement de l'émission ; et chaque soir, pendant que deux feuilletons passent sur les autres chaînes, la Société protectrice des animaux, une secte religieuse ou bien une formation politique tient l'antenne pendant 15 minutes. Les «grands» partis peuvent passer plusieurs fois par an, pas les autres. Quant aux restrictions de cette «tribune», on les apprend vite : on ne peut utiliser des films (images fixes seulement) ; le décor est fait de cubes de mousse qu'on peut placer «librement» — mais il faut apporter sa table et sa

**à ne pas manquer**

**tribune libre**  
**lundi 10 novembre**  
**19 h 40 3<sup>e</sup> chaîne**

**Les Marxistes-Léninistes**  
**de l'Humanité rouge**  
**s'adressent à vous**

Cette affiche est à votre disposition pour faire connaître l'émission du 10 novembre.

chaise ! Les moyens mis à la disposition des auteurs — nécessairement des amateurs — sont des plus limités ! (Ces remarques ne mettent pas en cause l'équipe de travail qui a préparé l'émission avec nous, car des électriciens du plateau au réalisateur, tous nous ont aidés avec beaucoup de sympathie et d'efficacité — et nous les en remercions). Donner l'illusion de la liberté à la télé, voilà le sens de «Tribune libre», c'est sûr.

Mais pourquoi se priver de dire notre mot, si nous le pouvons et partout où nous le pouvons. Et mieux encore, de donner la place aux luttes du peuple, en France et dans le monde, même si c'est seulement pendant 15 minutes, même si c'est sur la 3e chaîne qui est moins vue, même si nous n'avons pu les montrer que par vues fixes. Voilà ce que nous avons voulu faire le plus sérieusement et le plus simplement possible. Car nous sommes complètement ignorants des techniques de télé bien sûr.

Vous lecteurs, qui êtes aussi téléspectateurs, serez juges. Écrivez-nous

après le 10 novembre ce que vous avez pensé de l'émission, ce qu'en a pensé votre entourage.

Et pour cette fois où nous avons la parole — si toutefois la censure n'intervient pas d'une manière ou d'une autre d'ici là — profitons de cette émission pour faire connaître nos idées. Utilisons-la. D'abord, faisons-la connaître largement. Nous éditons affiches, tracts pour cela, mais le bouche-à-oreille est efficace dans cette circonstance !

Et que les bouches s'ouvrent autour des récepteurs le 10 novembre : regardons l'émission collectivement, avec des voisins, des amis, des camarades de travail dans les collectivités. D'accord ou pas d'accord ? La discussion s'ouvrira à coup sûr. C'est ce qu'il faut. Nous ferons le bilan tous ensemble ensuite.

**A NOS NOUVEAUX ABONNÉS DE QUINZE JOURS : ÉCRIVEZ-NOUS !**

Aujourd'hui, plusieurs centaines d'abonnés nouveaux vont recevoir notre journal pour quinze jours. C'est la deuxième «tranche» d'abonnements d'essai gratuits, leur grand nombre ne nous ayant pas permis de servir tous ces nouveaux lecteurs en une seule fois.

C'est à ces nouveaux lecteurs, dont un ami, un proche ou un collègue de travail nous a signalé l'adresse que nous nous adressons. Pendant deux semaines vous allez recevoir régulièrement notre journal : qu'en pensez-vous ? Vous sert-il en quoi que ce soit ? Qu'attendez-vous d'un tel quotidien ? Vos réponses à ces questions nous sont nécessaires pour l'améliorer. Envoyez-nous des informations, des idées nouvelles, des critiques !

Nous les attendons.

A paraître :

**STALINE**  
aux éditions N.B.E.

\*\*\*

**TOME 16**  
(1941-1949)

480 pages — avec en annexe la correspondance entre Staline, Churchill, Roosevelt, Attlee et Truman.

**EN VENTE**  
**DES LE 1er NOVEMBRE**  
**A LA LIBRAIRIE**  
**LES HERBES SAUVAGES**  
70, rue de Belleville  
75020 Paris

### DEMANDE DE CONTACT

Dans le but de diffuser plus largement «l'Humanité rouge» quotidienne pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

NOM : ..... PRENOM : .....  
AGE : ..... PROFESSION : .....  
ADRESSE : .....

SIGNATURE :

### BULLETIN D'ABONNEMENT

(ÉCRIRE EN MAJUSCULES LA TOTALITÉ DU BULLETIN)

NOM .....  
PRENOM .....  
ADRESSE : .....

	Pli ouvert	<input type="checkbox"/> 32 F	Pli fermé	<input type="checkbox"/> 60 F
1 mois	<input type="checkbox"/>	95 F	<input type="checkbox"/>	180 F
3 mois	<input type="checkbox"/>	190 F	<input type="checkbox"/>	360 F
6 mois	<input type="checkbox"/>	300 F	<input type="checkbox"/>	500 F
Soutien	<input type="checkbox"/>		<input type="checkbox"/>	

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE N° 30 226-72 — La Source

## PROLETARIAT

SOMMAIRE du No 11 (4e trimestre 1975) :

— Rectifions nos erreurs (Henri JOUR) — A propos d'un article d'Alain Badiou : Comment mieux combattre le révisionnisme dans les entreprises ? (Gaston LESPOIR) — Cinq mois de grève chez Badin-Toulouse — Le mouvement révolutionnaire paysan va de l'avant (Lucien NOUVEAU) — Chine 75 : la révolution dans l'enseignement — L'impérialisme, la Bretagne et la Révolution prolétarienne (Document de Sklerigen) — Notes de lectures.

Distribution commerciale assurée par E-100 — 24, rue Philippe-de-Girard Paris (10e) — l'exemplaire : 10 F

## RHONE-POULENC

### CONTRE LA REPRESSION, POUR NOS REVENDICATIONS, OCCUPATION DES USINES (Par des ouvriers de l'usine)

Ici comme ailleurs les travailleurs luttent contre les licenciements, les réductions de salaires et la répression. Ici comme ailleurs, une poignée de responsables révisionnistes tentent d'aligner les travailleurs en lutte derrière la banderole du Programme commun et quant ils n'y réussissent pas, facilitent et renforcent la répression patronale.

#### LA POLITIQUE PATRONALE

Dans toutes les usines du trust Rhone-Poulenc, No 1 des non-nationalisés français pour le chiffre d'affaires, cela fait plus d'un mois que 90 000 salariés sont au chômage partiel, 36h au lieu de 40h. La perte de salaire est en moyenne de 3 % par salarié ; comme les augmentations depuis le 1er janvier 75, n'ont été que de 4 % jusqu'en septembre cela signifie que nos salaires sont au même niveau que l'année dernière à la même époque et cela va empirer puisqu'ils sont réduits au moins jusqu'à décembre !

Dans des réunions regroupant 400 cadres supérieurs du groupe, Renaud Gillet a exposé les grandes lignes de sa politique : comme la productivité, en chiffre d'affaire par salarié est inférieure à celle des sociétés concurrentes américaines et allemandes il faut accélérer la restructuration et améliorer la rentabilité. Les conséquences pour les travailleurs ce sont le chômage partiel, et les licenciements. En effet alors que nos patrons estiment économiser 5 milliards d'AF avec le chômage partiel en 3 mois et 10 milliards AF avec le plan de relance ils affirment dans le même temps ne plus pouvoir garantir l'emploi. Pour résumer Rhône-Poulenc profite de la crise pour accélérer une restructuration entamée il y a deux ans en bloquant les salaires et en licenciant des milliers de travailleurs.

#### LA RIPOSTE DES TRAVAILLEURS

Déjà au début de l'année, dans le secteur textile, le plus touché par les licenciements, les grèves, occupations d'usines s'étaient développées. Depuis septembre les luttes se sont généralisées. Pour prendre quelques exemples : à Naphthachimie (près de Fos) une grève tournante ne coûtant que quelques heures aux ouvriers et 10 jours de production par mois au patron, a été lancée à l'initiative du syndicat CFDT, elle est aujourd'hui temporairement suspendue suite à des menaces de lock-out. A Vitry, des manifestations, débrayages à l'intérieur de l'usine rassemblant 600 personnes ont eu lieu. A Châlunpe (dans l'Est), l'occupation de l'usine a

été décidée : dans la région lyonnaise, puissantes manifestations avec occupation des sièges locaux pendant quelques heures.

Malgré une certaine confusion dans les revendications le mouvement gagne sans cesse en profondeur. Les révisionnistes du P«C»F, qui tiennent le comité de coordination CGT et nombre de sections CGT, au nom du Programme commun, de l'intérêt de la «production nationale» et de la «relance de la consommation» réclament un retour à 10h et l'ouverture de négociations sur l'emploi et les salaires : alors que pour nombre de sections CFDT et de très nombreux travailleurs les mots d'ordre sont 36h payées 40h, pas un seul licenciement et augmentation uniforme des salaires.

#### LES PATRONS REPRIMENT

Conscients de la mobilisation grandissante, les dirigeants du trust sont passés à la répression ouverte pour tenter de l'enrayer. A Chalampé, ils font évacuer l'usine par les CRS, aussitôt 1 300 salariés sur 1 500 répliquent par la grève illimitée pour la satisfaction des revendications. A Chauny, ils sanctionnent tous les délégués CFDT et CGT pour des manifestations dans l'usine. A Pont-de-Claire 12 ouvriers sont mis à pied pour «mauvaise tenue pendant la grève».

(Prochain article :  
la situation à l'usine de Vitry)

### SAHARA-OCIDENTAL : MANIFESTATION EN FAVEUR DU «FRONT POLISARIO»

Quelque 6 000 personnes favorables au «Front POLISARIO» ont manifesté dimanche toute la matinée dans un quartier périphérique d'El Aaiun, la capitale du Sahara occidental.

Les manifestants arboraient des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : «Vive le Sahara libre et indépendant». De la foule partaient des cris hostiles au Maroc et à la Mauritanie et à leur politique «annexionniste».

La manifestation a duré plus de trois heures.

(Voir article page 3)

#### (SUITE DE L'EDITORIAL)

Les États-Unis, tout en essayant de maintenir des proches de Franco au pouvoir, se verront probablement contraints de soutenir Juan Carlos face à la «Junta démocratique» composée du parti soi-disant communiste de Carillo et des personnalités monarchistes et même fascistes, soutenue par l'URSS. Le social-impérialisme russe rêve de supplanter les États-Unis en Espagne de la même façon que les impérialistes américains remplacèrent après 1945 les «protecteurs» nazis.

Mais l'on peut être convaincu que le peuple espagnol dans sa lutte révolutionnaire pour le renversement de la dictature bourgeoise saura empêcher l'ogre russe affamé de prendre la place du géant américain malade.

## Rapports P«C»F - PS

### L'escalade de la rivalité

Quelques déclarations sur les rapports entre le P«C»F et le PS ont marqué ce week-end.

A Nice, Leroy s'en est pris à Mitterrand dont il a déclaré : «L'union de la gauche serait menacée, si on laissait se développer le ton dominateur qui est celui du premier secrétaire du Parti socialiste.»

De toute évidence, Leroy n'a pas digéré le nouveau rapport de forces entre le P«C»F et le PS que l'élection de Châtelleraut a, la semaine dernière, largement confirmé.

En prenant à la CFDT dont le Conseil national a estimé avec raison que «l'union de la gauche n'est plus crédible», Leroy a affirmé : «L'union de la gauche est aujourd'hui plus crédible que jamais.» C'est ainsi que l'on veut faire prendre des vessies pour des lanternes.

A Lyon, Marchais a lui aussi adopté la méthode Coué en affirmant que le «Programme commun» est «plus actuel et plus nécessaire que jamais».

Si les dirigeants du P«C»F répètent avec autant d'insistance de telles contre-vérités c'est bien parce que les travailleurs voient qu'il n'y a plus ni «programme commun» ni «union de la gauche». N'ayant rien d'autre à proposer aujourd'hui les dirigeants du P«C»F s'efforcent de donner à un cadavre l'apparence de la vie.

Pendant ce temps, à Marseille, Defferre a envoyé promener les représentants du P«C»F au sein du Conseil municipal. A la demande de ceux-ci de constituer des listes communes pour les élections municipales, Defferre a répondu : «Les attaques dont les socialistes sont actuellement l'objet ne sont pas de nature à les inciter à faire des listes municipales communes.»

Les dirigeants du P«C»F sont inquiets à l'idée que les prochaines élections municipales se soldent par un nouveau progrès électoral du PS à leur détriment. Les socialistes, sachant avoir le vent en poupe, n'ont évidemment nullement intérêt à accepter les listes communes exigées par le P«C»F et qui ne profiteraient qu'à ce dernier.

Dans le Nord, Beregovoy de son côté a attaqué «le monopole» que le P«C»F «prétend exercer sur le mouvement ouvrier», au cours d'une réunion consacrée à l'implantation du PS dans les entreprises. Le PS marque ainsi sa volonté de concurrencer le P«C»F dans les entreprises.

L'ensemble de ces déclarations est la preuve que la rivalité entre le P«C»F et le PS pour tromper les masses est loin de s'atténuer. Elles ne font que confirmer que l'union de la gauche n'est plus qu'une formule.

(SUITE DE LA PAGE 1)

Malgré les propos sur une prétendue «libéralisation» il doit être clair que l'après-franquisme sera fait de deux choses : la poursuite de la répression fasciste contre le peuple et le développement du mouvement révolutionnaire.

Le secrétaire général du faux parti communiste espagnol, Carillo, participe activement à ces manœuvres autour d'une prétendue «démocratisation», pour essayer de faire barrage au torrent populaire. Le 24 octobre, il lançait un appel pour la formation d'un «gouvernement provisoire de large coalition», ajoutant : «Nous sommes prêts à aller vers la droite jusqu'à n'importe quel groupe ou homme qui soit prêt à établir en Espagne un régime de libertés politiques». Dans une interview au «Time», Carillo déclare encore : «Si le peuple décide d'opter pour une royauté, le roi sera alors Don Juan», le père de Juan Carlos avec lequel Carillo entretient des relations depuis plusieurs années. Don Juan attend lui aussi son heure et a envoyé à Madrid un représentant. Présenté par Carillo comme un «libéral», Don Juan, fils du dernier roi d'Espagne Alphonse XIII est en réalité un fasciste, représentant de la dynastie des Bourbons.

Telles sont les manœuvres en cours aujourd'hui, que le mouvement des masses et la lutte armée engagée en Espagne mettront à jour. L'après-franquisme sera la lutte à mort entre les défenseurs de l'État fasciste qui demeure même sans Franco, et ceux qui veulent le détruire pour instaurer la République populaire. Et contre l'État fasciste, il n'est d'autre voie que la lutte armée.